



LE VIVANT électronique

(N° 121 juin 2009)

E-mail : info@vivant.org

Site : www.vivant.org

www.vivanteurope.org

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR

BELGIQUE

jpbrasseur@vivant.org 00 32 499 35.85.72

LES ELECTIONS REGIONALES ET EUROPEENNES DU 7 JUIIN 2009



Sommaire :

1. Les candidatures (Flandre et Région germanophone)
2. Communiqué du président de Vivant-Wallonie (Michel Hemberg)
3. Deux paradigmes pour l'Europe sociale
4. « Quand l'histoire redéfinit l'Europe » Dialogue entre Pierre Defraigne, Daniel Cohn-Bendit et Philippe Pochet.
Entretien mené par Pierre Jonckheer et Benoît Lechat.

1. LES CANDIDATURES (Flandre et région germanophone)



Politiek is een teamsport

DOVERAAN VAN LINKS NAAR RECHTS
ROLAND DUCHÂTELET
lijstduwer Europese lijst

ELISE VERMEIREN (VLAMSE PARLEMENT)
23^{de} plaats Oost-Vlaanderen

ONDERAAN VAN LINKS NAAR RECHTS
ISOLDE HOOP (VLAMSE PARLEMENT)
6^{de} opvolger West-Vlaanderen

BEA HENDRICKX (VLAMSE PARLEMENT)
7^{de} plaats Antwerpen

NELE LIJNEN (VLAMSE PARLEMENT)
5^{de} plaats Limburg

open vld THE Vivant

Ons uitgangspunt

Genieten van het leven is ons uitgangspunt

Voor je persoonlijk geluk moet je niet teveel op politiek rekenen, daar maak je beter zelf werk van. Maar je moet er natuurlijk wel de nodige kansen voor krijgen.

Die kansen willen we met Vivant verruimen. De kernpunten van Vivant zijn:

1. [Belastingsverschuiving](#) van arbeid naar consumptie
2. Invoering van het [bindend referendum](#)
3. Invoering van een onvoorwaardelijk [basisinkomen](#)

Notre objectif : permettre au citoyen de bénéficier de tous les aspects positifs de la vie en devenant acteur de son avenir sans dépendre de politiques conjoncturelles.

1. Nous voulons avec VIVANT élargir les chances pour chacun e

a. déplaçant l'impôt sur le travail vers la consommation sans augmentation du coût de la vie. Cette mesure diminuera le coût du travail et évitera les délocalisations

b. instaurant un revenu de base inconditionnel

2. Nous voulons avec VIVANT améliorer la démocratie participative en introduisant le référendum contraignant.

Les cantons germanophones

Pour votre information, voici la liste des candidats VIVANT pour l'Europe et la Communauté Germanophone ainsi que des photos de candidats!

Nachstehend gebe ich Ihnen die Liste der VIVANT-Kandidaten bekannt für die EU und DG. Fotos finden Sie im Anhang.

EU:

1. JOSEPH MEYER - candidats suppléants/Ersatzkandidaten: 1. ALAIN MERTES, 2. GABRIELE KRINGELS, 3. RENE DAVIDS, 4. JULIA BENDER, 5. ELIANE NIX, 6. MICHAEL BALTER

PDG:

1. MICHAEL BALTER, 2. GABRIELE KRINGELS, 3. EDWIN KREITZ, 4. ANDREAS HOCK, 5. ALAIN MERTES, 6. HELMUTH BORN, 7. PETRA SCHÜR, 8. URSULA WIESEMES, 9. RENE DAVIDS, 10. ELISABETH GALLO, 11. MARIE BONTEMPS, 12. JULIA BENDER, 13. NADINE HELD, 14. JULIA HANF, 15. WERNER WERDING, 16. PETER PFLIPS, 17. ANITA BRUSSELMANS, 18. MICHAELA PETERS, 19. FRANCY HUPPERTZ, 20. CHRISTEL MEYER, 21. HEINRICH CHRISTEN, 22. HUBERT SCHÄFER, 23. JEAN PIERRE NELLES, 23. ELIANE NIX, 25. JOSEPH MEYER

Meilleures salutations,
Beste Grüße,

Eliane Nix

VIVANT-OSTBELGIEN - Schilsweg 33 - B-4700 EUPEN
Phone/Fax +32 (0)87-569.221

Internet
www.vivant-ostbelgien.org

2. COMMUNIQUE DU PRESIDENT DE VIVANT-WALLONIE (MICHEL HEMBERG)

Aux prochaines élections, le parti Vivant a décidé de concentrer ses efforts sur la Flandre comme partenaire de l'Open VLD (1) et dans les cantons germanophones en nom propre. (2)

Vivant est donc absent cette année en Wallonie et à Bruxelles. Cette décision est motivée par l'absence de possibilité d'atteindre dans l'une ou l'autre région le seuil d'éligibilité. Dans ce contexte, chaque membre de Vivant est libre de choisir le parti pour lequel il votera.

Par rapport à notre programme, Ecolo et le MR sont les deux alternatives qui ont la préférence des membres actifs, la majorité d'entre eux souhaitant le succès des Verts.

Dans ce contexte, le parti souhaite exprimer les recommandations suivantes:

1. Voter.
2. Voter pour un parti démocratique
3. Voter utile
4. Apporter votre voix à Ecolo.

Michel Hemberg *Président de VIVANT-WALLONIE*

Jean-Paul Brasseur *Responsable de VIVANT-EUROPE*

3. DEUX PARADIGMES POUR L'EUROPE SOCIALE

Premier paradigme : La détaxation totale du travail et l'introduction d'une taxe sur la consommation.

Il est clair que la hauteur de cette taxe dépend de la situation socio-économique de chaque pays et ce, en vue de permettre à chaque Etat de se financer, tout en respectant le pouvoir d'achat des citoyens de cet Etat.

Exemple : ce qui est de consommation courante dans un Etat reste un produit de luxe dans un autre...

Par ce paradigme,

Ce qui est harmonisé, c'est la détaxation du travail qui donne à chaque citoyen la liberté (légale) d'entreprendre sans plus de tracasseries administratives, le travail au noir étant supprimé.

Cette mesure donne une sécurité d'initiative.

Ce qui est conjugué, ce sont les mesures fiscales spécifiques à chaque Etat

Deuxième paradigme : Le revenu de base inconditionnel (2)

Par ce paradigme,

Ce qui conjugué : le taux du revenu de base est calculé pour chaque pays en fonction du PIB et de la hauteur du salaire minimum net, le revenu de base s'élevant à 50 % de ce dernier.

Adaptations réglementaires européennes :

Face à ces variables, certains européens auront tendance à s'installer là où le revenu de base est le plus élevé.

Pour réguler cela, une réglementation simple et efficace s'avère nécessaire.

Nous proposons ce qui suit conscient que cela doit être encore affiné sans tomber dans les complications inutiles

1. Le citoyen européen touche le revenu de base du pays où il est domicilié.
2. S'il réside dans un autre pays, il n'a pas le droit au revenu de base de ce pays sauf s'il y exerce un travail salarié.
3. Si le citoyen européen acquiert la nationalité d'un pays, il aura droit au revenu de base de ce pays.

Remarque :

Le droit au revenu de base ne s'applique pas aux émigrés sans travail et sans papiers. Dans ce cas d'espèce doivent s'appliquer d'autres mesures spécifiques et non inconditionnelles.

Dans ce contexte, un émigré **a avantage à se faire connaître** dans le cadre d'un travail officiel car à ce moment, il reçoit comme complément le revenu de base lié à ce travail.

En pratique :

Un patron peut très bien engager des personnes en évitant de les déclarer pour éviter l'impôt sur ses revenus.

Pourchasser ce genre de pratique est moins coûteux administrativement que de poursuivre, comme aujourd'hui, **et les employeurs et les personnes travaillant au noir.**

Ce qui est harmonisé, c'est un revenu de base pour chacun qui est inconditionnel et qui suppose la suppression de toute l'administration devant distribuer le chômage et surveiller les chômeurs qui travaillent au noir

4. « QUAND L'HISTOIRE REDEFINI L'EUROPE »

Dialogue entre Pierre Defraigne, Daniel Cohn-Bendit et Philippe Pochet.

Entretien mené par Pierre Jonckheer et Benoît Lechat.

Ce texte est tiré de la revue UTOPIA/EUROPE

pdefraigne@madariaga.org
daniel.cohn-bendit@europarl.europa.eu
etuc@etuc.org
2009

Trois observateurs privilégiés pour trois thèmes centraux : les frontières de l'Europe, ses compétences et sa place dans le monde. Daniel Cohn-Bendit, président du groupe des Verts au Parlement européen, Pierre Defraigne, économiste, ancien directeur de cabinet d'Étienne Davignon et de François Lamy, Philippe Pochet, directeur de l'Institut Syndical Européen, évoquent tour à tour l'élargissement, le projet européen et les rapports de l'Union européenne avec le reste du monde et singulièrement la Chine. Où l'on voit que l'histoire récente pousse le projet européen à constamment se redéfinir.

Pierre Jonckheer :

Je propose que nous commençons par évoquer la question des frontières de l'Europe...

Pierre Defraigne :

L'élargissement était inévitable. Il va d'ailleurs se poursuivre parce que dans les Balkans, il y a des pays qui ont vocation à rejoindre l'Union. Cependant, la mobilité des frontières rend quasiment impossible toute identification par les citoyens. **Elle renforce l'Europe intergouvernementale et affaiblit l'Europe citoyenne.** Mais c'est le prix à payer. Il y a selon moi deux limites à l'élargissement **l'Ukraine et la Turquie.** Je ne les vois pas entrer dans l'Union. En revanche, ils constituent des états-ponts entre l'Union et les deux zones importantes que touchent ces pays, le Moyen-Orient et la Russie. Notre rôle est de les intégrer au maximum. Nous ne devons pas aller jusqu'à l'adhésion, mais leur laisser la liberté d'être eux mêmes. Ces deux pays doivent encore réaliser leur unité. Ils sont profondément divisés et si on les fait entrer, ils le seront encore plus, au risque même de se briser. C'est particulièrement vrai pour l'Ukraine. **Nous ne devons pas seulement penser à l'Europe mais aussi à la viabilité de ces pays.**

Daniel Cohn-Bendit :

En '68, nous disions « les frontières, on s'en fout » et c'était bien plus qu'un jeu de mots. Si en 1957, au moment du Traité de Rome, les Européens avaient commencé par réfléchir à l'élargissement à l'Est, ils auraient eu de grands débats passionnants, mais sans rapport avec la réalité politique. Après la chute du Mur, d'un seul coup, l'histoire les a obligés à se redéfinir. Mais le problème, c'est qu'on a fait l'élargissement avant l'approfondissement. Si on avait débattu du Traité Constitutionnel avant l'élargissement, les choses auraient sans doute été beaucoup plus simples. On aurait donné à l'Europe une identité politique et institutionnelle beaucoup plus claire et partant, on aurait défini de manière plus claire le cadre dans lequel entraient les pays de l'élargissement. C'est la raison pour laquelle l'élargissement renforce l'intergouvernemental. Par ailleurs, les pays qui sont entrés après la chute du Mur ont conquis de haute lutte leur souveraineté contre l'occupation soviétique. Dans leurs processus historiques, ils se situent dans **une phase d'autodéfinition de leur souveraineté. Ils ont donc beaucoup de mal à comprendre la légitimité et l'efficacité du partage de souveraineté.** Mais si la Pologne (tout comme la Hongrie et la Tchéquie) n'avait pas été occupée par les Russes, elle aurait signé le Traité de Rome en 1957. Cependant, il ne fallait évidemment pas attendre l'approfondissement avant d'élargir. Politiquement, c'était impossible, tout comme il était impossible de reporter la réunification allemande au motif que cela n'était pas responsable sur le plan économique,- sous peine de devoir reconstruire le Mur.

(...)

Philippe Pochet :

Le débat sur les frontières est lié au projet européen initial qui était fédéral. Même si le Traité était avant tout un projet fédéral, il allait devoir un moment définir ses frontières. Mais aujourd'hui, que cela plaise ou non, il n'y a plus de majorité pour le soutenir. Un autre projet émerge laborieusement. Sa première erreur a été de ne pas avoir pu faire de l'élargissement quelque chose de positif.

L'élargissement est devenu une sorte de plainte, du genre « si on avait fait autre chose, cela aurait été mieux ». **L'absence de vision** et certaines tergiversations ont empêché de faire de l'élargissement un projet positif, contrairement à l'élargissement à l'Espagne, au Portugal ou à la Grèce. À partir du moment où il n'y a plus de projet fédéral, il faut se demander **quel est désormais le sens du projet européen et quel est le sens de ses frontières.** On a eu raison de ne pas attendre qu'il y ait un projet fédéral fort avant de procéder à l'élargissement.

Cela n'est pas toujours facile, mais il est plus intéressant, par exemple, d'avoir la Tchéquie dans l'Union qu'à l'extérieur de celle-ci, même au prix d'un projet moins ambitieux.

Pierre Defraigne :

Je voudrais faire deux observations, l'une sur la Turquie, l'autre sur l'instrumentalisation de l'élargissement. La Turquie est **un pays divisé** régionalement, socialement et en partie religieusement.

Elle doit réaliser son unité et notamment réaliser des transferts de ses citoyens riches vers ses citoyens pauvres. La laisser entrer aujourd'hui dans l'Union Européenne reviendrait à **mettre l'establishment turc à l'abri de son peuple**. (...)

Nous devons traiter la Turquie comme un « **État-pont** » plutôt que de risquer une adhésion qui poserait de gros problèmes à la Turquie elle-même.

Ma seconde observation porte sur l'instrumentalisation de l'élargissement par les Anglo-saxons. Je reste fasciné par une phrase de Robert Cooper dans son livre « Breaking of Nations »¹. Il est le directeur

général de Robert Solana, le Haut Représentant de l'Union Européenne à la politique étrangère et de sécurité.

Il y dit que **la plus grande victoire** de la politique étrangère de l'Union, c'est l'élargissement. dit le directeur général de Robert Solana, le Haut Représentant de l'Union Européenne à la politique étrangère et de sécurité. Or j'estime qu'une politique étrangère doit viser à influencer les autres. Quand ce sont les autres qui vous transforment, ce n'est plus une politique étrangère.

Daniel Cohn-Bendit :

Je suis prêt à accepter cette idée d'État-pont parce que c'est le rôle que joue déjà aujourd'hui une Turquie dont l'intégration passera par l'intégration de la laïcité et par l'émancipation du kémalisme.

Mais nous ne pouvons pas dire que nous savons déjà **comment l'histoire va se terminer**. (...)

Plutôt que de parler d'un projet européen moins ambitieux, je préférerais donc que l'on parle d'un projet qui doit constamment **se redéfinir en fonction de l'histoire**.(...)

Philippe Pochet :

La crise économique va se traduire par des restructurations industrielles massives. Elle nous pousse à repenser une politique économique qui ne s'arrête pas à la politique monétaire mais qui intègre une politique industrielle **centrée sur un développement européen pauvre en carbone**. Il faut repenser notre politique étrangère en fonction de ce projet industriel. Cela implique de reconsidérer différemment la question des frontières. On voit par exemple qu'il n'y a aucun intérêt à ce que les cimenteries européennes aillent s'installer en Turquie. On doit abandonner les catégories de l'ancienne économie pour essayer de **construire quelque chose de complètement nouveau**.

Benoît Lechat :

On a pourtant l'impression d'assister à **une renationalisation des politiques économiques**. En dehors de la BCE, (*Banque Centrale Européenne*) on ne voit pas quels sont les acteurs qui vont avoir une stratégie européenne pour mettre en oeuvre ce nouveau projet industriel européen.

Daniel Cohn-Bendit :

C'est vrai que le fonctionnement actuel de la Commission montre qu'il y a une vraie **renationalisation du comportement des Commissaires**.

Pierre Defraigne :

La Commission n'existe plus comme collègue. Certains l'appellent même le COREPER (**Comité des Représentants Permanents**) Cela fait rire beaucoup de monde mais ça en désespère aussi quelques-uns.

Daniel Cohn-Bendit :

Prenons deux exemples pour illustrer cette évolution. L'Europe définit une politique environnementale sur les voitures et quelques heures plus tard, le Commissaire allemand Verheugen, chargé des entreprises, intervient pour **défendre** les intérêts de l'industrie allemande. Quant au Commissaire chargé du marché intérieur, Charlie MacCreedy, **il contre** tous les efforts de l'Union en faveur de la régulation financière. Avec la Commission, on est dans un monde complètement fou.

Pierre Jonckheer :

Pour revenir sur la première partie de la conversation, on peut constater qu'il y a un assez large consensus entre vous pour dire que l'Union Européenne est **(i)** un projet qui s'ajuste en fonction de l'évolution historique, que **(ii)** la définition stricte de frontières n'est pas vraiment soutenue et qu'il y a des États-ponts.

Mais **(iii)** les élargissements ont été synonymes d'un affaiblissement de l'idée d'une Europe des citoyens. On peut également dire que **(iv)** le projet de l'Europe fédérale est mort. Or, tant la crise écologique que la crise financière et les débats sur la révision du système financier, appellent un renforcement des compétences européennes. L'évolution de certaines opinions publiques explique une désaffection par rapport au projet européen, comme le montrent les difficultés des ratifications du Traité de Lisbonne et d'autre part, les crises appellent un renforcement de la puissance européenne. Ce renforcement doit être institutionnel et supranational. On le voit dans le débat sur la supervision bancaire, sur la vérification de l'application des engagements de chaque État membre dans le cadre du Paquet climat-énergie. Qui va établir l'agenda européen dans le cadre du prochain G20 et des relations avec le Président Obama ? **Nous avons un vrai problème de leadership politique.** Comment l'appréhendez-vous ? Plus encore que ceux d'hier, les problèmes actuels exigent un renforcement des compétences et de la légitimité de l'Union

Daniel Cohn-Bendit :

(...)

Ce que les chefs de gouvernements appellent la « coopération européenne » n'est en fait que **l'addition de plans nationaux**, sans aucune volonté de renforcer des outils communs, ni de s'interroger sur **le rôle de la Banque Centrale**, par exemple pour produire des bons du trésor européen.

L'Europe a été construite par **une génération qui avait connu la guerre** et qui avait un besoin vital d'en finir avec cette histoire. Or cela passe complètement au-dessus de la tête de la génération des Merkel et des Sarkozy qui n'ont pas de vision historique et qui se contentent de réponses au coup par coup, même si parfois, cela part dans la bonne direction.

(...)

Philippe Pochet :

Depuis que je m'occupe des questions européennes, cela fait au moins trente ans, j'entends ce diagnostic d'une Europe qui ne fonctionne pas et qui va de crise en crise. Mais **si on se place d'un autre point de vue**, on voit qu'on est parvenu à **(i)** la monnaie unique, qui devient une seconde monnaie de réserve. Par ailleurs, nous n'avons pas de politique étrangère, **(ii)** nous en avons les prémices. **(iii)** Sur l'environnement, même si les compétences pourraient être mieux distribuées, l'Europe a exercé un leadership. Même si cela n'a pas toujours été élégant, il y a eu quand même un certain nombre de succès, y compris du Parlement européen qui est parvenu à des résultats sur **(iv)** la directive REACH * et **(v)** sur la directive services. La vision classique d'une Europe confédérale n'est pas conforme à la réalité.

** Avec le règlement REACH, l'UE a mis en place un système européen unique d'enregistrement (Registration), d'évaluation (Evaluation) et d'autorisation (Authorisation) des substances chimiques (CHemicals). Le règlement ne vise pas seulement les substances chimiques au sens strict, mais aussi toute matière, préparation (colorant, peinture, etc.), ou article (meuble, véhicule, etc.)². En plus des fabricants et des importateurs de substances chimiques, tous les utilisateurs de ces substances sont concernés par la détermination de leurs risques potentiels. Les substances qui étaient déjà présentes sur le marché avant 1981 sont particulièrement visées par REACH.*

Le bric-à-brac européen produit un certain nombre de choses qui nous permettent d'appréhender le futur de façon plus positive. Cela fait trente ans qu'on espère qu'une crise arrive pour nous en sortir. Mais je crois que nous n'aurons jamais de structure très claire ou très esthétique.

Pierre Defraigne :

Je ne me satisfais pas du bric-à-brac. Ce que Philippe Pochet dit est juste, mais il parle d'un temps révolu. Nous avons vécu une période relativement stable, avec une croissance et une inflation faibles où les institutions faisaient leur office et où leurs dysfonctionnements ne pesaient pas trop sur les performances, sauf sur le plan des inégalités que l'Europe a laissé s'aggraver. On n'a pas le droit de l'oublier. **La présente crise sonne la fin de cette période.**

(...)

Une Banque Centrale dont la mission est de veiller à la qualité de la monnaie ne peut par exemple pas prêter aux États en difficultés. Donc ce sont les États qui doivent prêter aux États. Or il faudrait que les Bons du Trésor viennent **d'une agence intergouvernementale** qui dispose de ressources propres. C'est indispensable pour bénéficier des cotations les plus favorables sur les marchés du crédit. (...)

L'esquif européen risque de tanguer très sérieusement. **Nous avons donc besoin d'un vrai budget communautaire.** Pour l'année 2009, nous avons 0,90 de crédits de paiements par rapport à un plafond de 1,24. C'est une honte. On ne fait pas l'Europe avec un budget aussi faible. Il faut revenir au budget MacDonald qui préconisait un budget équivalent à 6 ou 7 % du PIB communautaire. Il faut aussi supprimer les paradis fiscaux. Des trois « grands » partenaires, USA, Europe, Chine, nous sommes les seuls à avoir des paradis fiscaux sur notre propre territoire ! (...)

La Commission n'a pas été à la hauteur dans les moments les plus critiques de la crise financière. Il n'y a pourtant aucun débat sur la gestion ou la non-gestion de la Commission Barroso. Mais je reste optimiste parce la nature a horreur du vide et que l'Europe n'a jamais progressé que par les crises. Mais il y a **un gros agenda sur le budget et l'harmonisation fiscale.**

Daniel Cohn-Bendit :

En d'autres circonstances aussi dramatiques, il y a eu d'autres comportements. L'unification allemande a posé des tas de problèmes, mais c'est précisément le moment où Kohl et Mitterrand sont parvenus à lancer le projet de l'euro qui était au point mort depuis 1972.

Personne ne savait comment s'y prendre pour mettre en adéquation moles économies et leurs logiques financières spécifiques. Et là, tout d'un coup, en pleine réunification allemande, ils y sont parvenus, avec, **il est vrai, une Commission Delors qui avait une vraie vision.**

Aujourd'hui, on ne voit pas les acteurs capables de mener une pareille entreprise. Il faut bien se rendre compte du vide politique que crée l'inconsistance de la Commission et du Conseil jointe à la peur d'un Parlement qui a un pouvoir d'initiative mais **qui subit lui-même une renationalisation du comportement de ses forces politiques.**

Philippe Pochet :

Cette renationalisation est peut-être une étape nécessaire pour sortir des impasses dans lesquelles nous nous trouvons. Prenons l'exemple de l'industrie automobile. Normalement, les aides d'État y sont interdites. Or, on en arrive à une situation où la France et l'Allemagne s'occupent chacune exclusivement de leurs industries automobiles nationales pour essayer de les sortir de la mouise. **En cassant le mantra communautaire de l'interdiction des aides d'État, ils cassent complètement le marché commun.** Et donc il n'y a désormais plus d'obstacle de principe à la construction d'une politique industrielle européenne orientée vers le développement durable.

Daniel Cohn-Bendit :

Certes, mais cela n'explique pas pourquoi le PPE (*Parti Populaire Européen*) et les Socialistes européens se mettent complètement au service des industries nationales.

Le rôle du Parlement européen est pourtant de faire émerger **l'idée d'un intérêt commun européen.** Que le gouvernement français ou allemand développe des positions nationales, on peut à la rigueur le comprendre. Mais que le Parlement européen ne soit pas capable de faire émerger de contreponds, c'est cela qu'il faut expliquer.

Pierre Defraigne :

Le problème n'est-il pas que la solution à la crise du secteur automobile se situe à moyen et à long terme ? La solution est connue, mais elle prendra du temps. Or l'élection du Parlement européen, c'est en juin. Les parlementaires ont donc intérêt à montrer qu'ils s'occupent plutôt des électeurs d'aujourd'hui que des électeurs de demain. **Il y a un côté très opportuniste des parlementaires qui permet d'expliquer la renationalisation.** Après la crise, ils seront à nouveau pro-européen.

Benoît Lechat :

Que feraient les Verts s'ils étaient au pouvoir en France et en Allemagne face à une telle crise du secteur automobile ?

Daniel Cohn-Bendit :

Mais il y a une entreprise solaire qui était prête à reprendre OPEL !

Benoît Lechat :

C'était d'abord un coup de pub, non ?

Pierre Defraigne :

Les gouvernements donnent 2.500 € de prime à la casse par voiture...

Cohn-Bendit :

Dans les années '70 et '80, nous avons connu une période de casse industrielle extraordinaire dans la sidérurgie. De mesure nationale en mesure nationale, certains ont voulu nous faire croire qu'on allait sauver les entreprises sidérurgiques nationales. On voit où en est aujourd'hui. Avec l'automobile, c'est peut-être exactement la même chose. L'Europe pourrait dire qu'il faut effectivement préserver les ouvriers et les salariés de l'industrie automobile.

Mais il faut aussi et surtout transformer l'industrie de sorte **qu'elle produise des voitures complètement différentes**, dans le cadre d'une mobilité complètement différente. Il faut donc investir dans la formation de la reconversion de la force de travail, en fixant des critères de transformation de l'industrie automobile. Cela coûtera cher, mais pas plus que ce qu'on est en train de faire pour le moment et qui n'est absolument pas porteur d'avenir. Il faut regarder le moyen terme auquel on veut arriver et voir quels moyens il faut investir sur le plan économique et social pour y parvenir. Or aujourd'hui on fait croire qu'on va les sauver et qu'on va obliger tout un chacun à changer de voiture tous les trois ans alors que les gens disent de plus en plus qu'ils n'en veulent

plus ou qu'ils veulent n'en changer que tous les dix ans. **Le système ne marche plus parce que les gens ne veulent plus changer de voiture tout le temps.** Sans même parler des conséquences écologiques, il y a clairement des limites au nombre de bagnoles.

Pierre Jonckheer :

Je constate que vous êtes d'accord pour reconnaître que **(i)** la situation institutionnelle n'est pas brillante et **(ii)** qu'il y a une absence de leadership politique... Vous évoquez **(iii)** la nécessité d'un renforcement du budget de l'Union et **(iv)** d'une politique industrielle nouvelle. Vous êtes d'accord pour une Europe des projets, mais ne faut-il pas des institutions qui conviennent ? En l'occurrence, **(v)** ne faut-il pas renforcer le pouvoir politique de l'Union Européenne ? Mais cela passe par un combat culturel... Seriez-vous d'accord de dire que malgré le climat de désenchantement, on ne peut pas abandonner le débat sur **le renforcement de la légitimité politique de la Commission ?** Selon moi, **cela implique de trans-nationaliser les élections européennes**, de mettre en place un mode politique d'élection de la Commission, de généraliser la majorité qualifiée... N'est-ce pas une illusion collective de croire qu'on peut échapper au débat institutionnel ? (...)

Philippe Pochet :

Depuis la Commission Delors, il n'y a plus eu la moindre Commission européenne qui a donné de direction.

Pierre Defraigne :

Ce n'est pas tout à fait vrai. La Commission Prodi fonctionnait comme la Commission Thorn. **Il n'y avait pas de président, mais il y avait des barons qui étaient communautaires.** Des Commissaires comme Mario Monti ou Pascal Lamy avaient une vision communautaire et ils « comptaient » dans la Commission. Ce qui est terrifiant aujourd'hui, c'est qu'il y a Barroso et rien. Et Barroso n'est rien... La situation est tout à fait pathétique.

Daniel Cohn-bendit :

(...)

Dans tous ces dossiers, (la directive services et le Paquet climat) les acteurs les plus acharnés à trouver un compromis ont été le Parlement et le Conseil. **La Commission n'a pas existé.** Je ne vois pas pourquoi on est aujourd'hui obligé d'accepter de renouveler cette Commission qui se dit elle-même impuissante. La force politique de la Commission, c'est son président. Une des revendications à défendre pendant la campagne européenne, c'est donc que Barroso retourne au Portugal !

Philippe Pochet :

Le Parlement devrait avoir un droit d'initiative, ce qu'il a toujours refusé. Pourquoi en effet limiter ce droit d'initiative à la Commission ?

Daniel Cohn-Bendit :

J'ai été longtemps sceptique, mais dans la situation actuelle, cela permettrait de pallier l'impuissance de la Commission et cela pourrait obliger celle-ci à se renforcer...

Pierre Defraigne :

Il faut vraiment remettre au coeur du métier de la Commission **la définition du bien commun européen.** C'est une mission difficile. Il faut identifier les besoins et être capables de montrer que **c'est l'Europe qui y apporte la meilleure réponse.** Seul un Exécutif peut vraiment assumer une

telle responsabilité parce que cela implique des moyens considérables, ne fût-ce qu'en termes de coordination.

Aujourd'hui, certains parlementaires européens semblent avoir une meilleure vue transversale sur l'ensemble de la Commission que certains Commissaires européens qui restent enfermés dans le cadre étroit de leurs compétences. Or c'est le rôle du président de mettre en place à l'intérieur de la Commission les groupes de travail où les Directions Générales se rencontrent et font monter leurs analyses que l'on soumet le cas échéant à l'extérieur. Cela peut prendre du temps mais on fait au moins émerger l'idée de bien commun européen, ce qui est capital.

Pierre Jonckheer :

Nous devons aussi aborder le thème de la place internationale de l'Europe...

Pierre Defraigne :

À cet égard, je voudrais dire deux choses simples et complémentaires.

La première, c'est que sans projet, il n'y a pas de puissance.

C'est le projet qui crée la possibilité d'une puissance, ce n'est jamais l'héritage et l'on doit passer de l'héritage au projet. Mais la seconde, c'est qu'une puissance civile n'est pas une puissance, parce que **seule la défense crée une crédibilité.**

Philippe Pochet :

C'est une vision de la puissance qui renvoie au XIXe siècle ! On voit bien aujourd'hui que la puissance américaine est totalement incapable de gérer le monde tel qu'il est. Est-ce que les défis actuels comme le changement climatique qui nécessitent des agendas coopératifs peuvent se penser avec une puissance de type traditionnel, d'un État-nation westphalien⁵ et de ses attributs que vous projetez au niveau européen avec une critique très classique de la puissance civile comme cache-sexe de l'impuissance militaire ? Pour moi, cette vision de la puissance est dépassée.

Daniel Cohn-Bendit :

Quand on dit puissance militaire, on dit quoi ? L'Europe est un espace économique qui a un PIB plus grand que celui des USA.

Le rôle d'une organisation politique, c'est aussi d'être au service de la protection des intérêts de ses citoyens. L'Europe développe aussi une nouvelle forme de politique de voisinage qui définit une nouvelle forme de rapport à l'extérieur. Là où le bât blesse, c'est qu'on a des clauses de Droits de l'Homme qui sont oubliées une fois qu'elles ont été signées. **On laisse là le potentiel d'une puissance civile défendant un projet européen dont on ne sait pas trop se servir.**

En même temps, nous sommes confrontés à des conflits que nous ne savons pas régler. (Afghanistan, Proche-Orient)

(...)

Si on attend que les Israéliens et les Palestiniens se mettent d'accord, cela prendra 1000 ou 2000 ans. Il faut donc que la Communauté internationale impose une solution et soit capable d'assurer la sécurité d'une ligne de démarcation entre la Palestine et Israël quand celui-ci aura fait sortir la grande majorité des colons de Cisjordanie. Cette force internationale sera notamment européenne. Nous aurons donc à donner une nouvelle définition de la force militaire.

(...)

Au niveau européen, ce serait un progrès phénoménal de réunir **les forces armées des 27 pays de l'Union Européenne en un seul corps**, cela ferait une fameuse économie et cela permettrait de les moderniser tout en les redéfinissant.

Philippe Pochet :

D'un point de vue stratégique, la vraie ligne de conflit court entre d'un côté, la Chine et de l'autre, les Américains avec l'appui de l'Inde et du Japon. Devons-nous jouer dans un tel jeu ? Comment nous situer militairement dans un tel contexte ?

Pierre Defraigne :

Mais c'est le contraire qui se produira ! Si nous n'avons pas le contrôle de notre défense, nous serons obligés de jouer dans le camp des Américains !

Daniel Cohn-Bendit :

Les Chinois ont bien joué aux échecs. Ils ont mis leur tour au milieu de Wall Street et il faudra bien jouer pour aller la chercher !

Je crois que l'Europe doit avoir une politique civile **centrée sur les ressources**. Le grand enjeu de demain, ce sera **l'eau**. Mais il faut redéfinir ce que l'Europe est prête à faire. Nous devons par exemple savoir si nous sommes prêts à faire partie d'une force internationale entre Israël et la Palestine pour garantir la sécurité de chacun.

Benoît Lechat :

Au fond le problème de l'Europe, on l'a vu au moment du conflit en Géorgie, n'est-ce pas qu'elle a du mal à développer une vision stratégique dans laquelle elle identifierait ses alliés privilégiés ?

Daniel Cohn-Bendit :

On a parlé du problème des missiles, mais on a aussi l'extension de Gazprom vers l'Ouest, les Russes se donnant la possibilité d'influer sur ce qui se passe chez nous. Mais en attendant, le problème de la Géorgie est réglé. La Géorgie, c'est sans l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, point à la ligne. Tout le monde a travaillé pour tout le monde et le problème est réglé. Mais il reste le problème de la Crimée.

Pierre Defraigne :

La Russie peut se libéraliser sauf si elle est sous la menace. **Si on la provoque en mettant de l'OTAN partout autour d'elle, on insécurise un pays qui est foncièrement insécurisé.** C'est la tragédie de la Russie. Si on veut libéraliser la Russie – et nous avons une responsabilité historique énorme vis-à-vis de la population russe – il faut essayer de traiter la Russie comme un problème géopolitique et arrêter de se faire peur. Elle n'a aucune capacité d'attaquer qui que ce soit. Elle peut jouer avec son gaz, mais elle se tire dans le pied chaque fois qu'elle le fait.

Sur la Chine, je ne suis pas favorable à un régime de parti unique. Qui le serait ? Mais il faut voir sa dynamique historique et bien analyser ce qui s'y passe. **Ils sortent quand même une partie de l'humanité de la pauvreté, bien sûr avec tous les accidents collatéraux.** Mais je suis très impressionné de voir ce que la Chine fait au niveau concret pour les Droits de l'Homme. Nous, nous avons une rhétorique sur la question. Nous fermons les yeux sur ce que fait par exemple **la France au Gabon**. En janvier dernier, huit soldats français sont morts dans des manœuvres franco-gabonaises.

Ceux qui sont morts en Afghanistan ont eu droit aux Invalides, pas ceux qui sont morts au Gabon parce que la France n'a rien à faire dans ce pays. **Ce qu'elle y fait est scandaleux.** Les Gabonais vivent dans une pauvreté incroyable alors que le pays est très riche. Qui en profite ? Notamment la France. On fait la leçon à la Chine alors qu'elle fait un travail énorme. Il faut bien sûr rester vigilant mais il faut aussi arrêter de leur faire la leçon et avoir du respect pour ce qu'ils réussissent. Le report du Sommet Europe-Chine a été un geste très fort. Ils ont flanqué une baffe à l'Europe en voulant toucher la France. Ils voulaient d'ailleurs plus cibler Sarkozy que la France. Nous devons donc faire attention de ne pas faire de la rhétorique sans être capables de nous faire

entendre. Nous sommes dans une crise mondiale. Seuls trois pays peuvent nous en sortir : la Chine, les États-Unis et l'Europe.

Nous devons travailler ensemble, nous coordonner. Pour le moment, l'axe Chine-Amérique est plus fort que l'axe Chine-

Europe, c'est très préoccupant. Les Américains ne nous aideront pas, c'est à nous d'exister face à la Chine et donc il faut avoir une relation plus mature avec elle. Il faut être à la fois plus puissant et plus respectueux.

Daniel Cohn-Bendit :

Nous avons besoin des Américains. Cela veut-il dire pour autant que nous ne pouvons rien dire sur Guantanamo ? Non, évidemment.

C'est exactement la même chose avec la Chine. Je n'ai aucun problème à parler d'énergies renouvelables avec les Chinois. **Mais il faut aussi parler d'autre chose.** Car s'ils sortent leur pays de la pauvreté, c'est avec un système effroyable, comparable à la phase d'accumulation primitive du capitalisme telle que nous l'avons connue en Europe au XIXe siècle. L'histoire du lait n'est que le dernier exemple d'une mécanique horrible. **Que des gangsters puissent accaparer la production du lait est lié à leur système politique.**

Pierre Defraigne :

Quand on lit le China Daily, on voit que les consommateurs chinois sont reconnaissants aux Européens qui ont attiré leur attention sur le fait qu'on leur vendait des produits toxiques... C'était une puissance européenne **par la norme.**

Daniel Cohn-Bendit :

Si nous sommes capables **d'être normatifs** en matière de consommation, nous devons continuer à l'être sur les libertés politiques individuelles. Ce n'est pas leur faire la leçon. Un jour le China Daily nous en remerciera.

Pierre Defraigne :

Dans la vie, il y a une dimension de témoignage et une dimension de gestion. Ce ne sont pas tout à fait les mêmes métiers, mais on a besoin des deux. J'ai écrit pour les Chinois des articles sur les « syndicats autonomes », sur les mutuelles et les coopératives...

Daniel Cohn-Bendit :

Il faut respecter la Chine à tous les niveaux, mais il faut aussi leur dire que s'ils veulent s'intégrer dans un espace mondial, **il y a des règles.** Le développement économique de la Chine ne sera positif que s'il y a une reconnaissance de l'autonomie des syndicats.

Pierre Defraigne :

Lors de la dernière réforme du code de travail chinois qui allait dans le sens que nous demandions, quelles sont les deux organisations qui sont intervenues auprès du gouvernement chinois ? C'est la Chambre de Commerce américaine et la Chambre de Commerce européenne qui ont mis en garde pour leur compétitivité !

Daniel Cohn-Bendit :

Mais nous sommes d'accord ! Combien de temps les entreprises européennes ont-elles mis à comprendre qu'elles n'arriveraient en Afrique du Sud que si elles se battaient contre l'apartheid. Ce n'était pas gagné d'avance, mais finalement Volkswagen et d'autres ont changé de position. La réalité de la Chine, c'est aussi le Darfour, c'est la manière dont au Cambodge du Nord, elle achète et change complètement la structure économique de cette partie du pays.

Nous devons être ouverts avec les Chinois, **mais nous devons aussi être normatifs** sur tous les sujets. Je trouve insupportable ce double discours où on est à la fois normatif et on en vend des dizaines de centrales nucléaires à la Chine via AREVA. (*groupe industriel français spécialisé dans les métiers de l'énergie*).